

Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 2

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 2: Les dynamiques internes du conflit bosniaque. Bosnie, anatomie d'un conflit, La Découverte, pp.53-79, 1996, Les dossiers de l'état du monde. halshs-00630372

HAL Id: halshs-00630372

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00630372>

Submitted on 9 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre II – LES DYNAMIQUES INTERNES DU CONFLIT BOSNIAQUE

[p. 53]

Le conflit bosniaque s'est inscrit dans une crise yougoslave plus globale. La Bosnie-Herzégovine, république comportant trois nations, pouvait-elle survivre à l'éclatement de la fédération yougoslave en plusieurs Etats nationaux ?

Jusqu'à l'éclatement de la Ligue des communistes yougoslaves en janvier 1990, l'enjeu central dans les débats entre républiques reste la démocratisation des institutions. Après la tenue d'élections libres, qui voient, entre avril et décembre 1990, la victoire des partis nationalistes, néo-communistes (Serbie, Monténégro, Slovénie) ou anticommunistes (Croatie, Bosnie-Herzégovine)¹, l'enjeu se déplace vers la redéfinition des rapports entre fédération yougoslave et républiques fédérées. Au modèle « confédéral » de la Slovénie et de la Croatie, proposant un élargissement des compétences républicaines, s'oppose le modèle « fédéral » de la Serbie et du Monténégro, cherchant à renforcer les institutions centrales. En fait, la promotion de ces deux modèles est avant tout tactique : dans le premier cas, elle vise le démantèlement de la fédération, dans le second, sa domination par la Serbie.

En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, les trois partis nationalistes ont, dès novembre 1990, des conceptions divergentes sur l'avenir de la Yougoslavie. Sans grande surprise, le SDS (Parti démocratique serbe) défend le modèle « fédéral », et le HDZ (Communauté démocratique croate) le modèle « confédéral ». Le SDA (Parti de l'action démocratique, musulman), reprenant en cela l'attitude de la JMO (Organisation musulmane

[p. 54]

yougoslave) d'avant-guerre, insiste avant tout sur le maintien de la Bosnie-Herzégovine comme entité territoriale spécifique. Dans les discussions entre républiques, il louvoie entre projet « fédéral » et projet « confédéral », avant de se rallier au projet de « fédération asymétrique » présenté en mai 1991 par Alija Izetbegović (Bosnie-Herzégovine) et Kiro Gligorov (Macédoine).

SDS, LA GUERRE PLUTOT QU'UNE BOSNIE INDEPENDANTE

Un mois plus tard, les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie sont suivies par les premiers affrontements armés, les instances internationales se contentant de décréter un embargo sur les livraisons d'armes à destination des belligérants et d'impulser un processus de médiation entre ces derniers. En Bosnie-Herzégovine, l'éclatement de la Yougoslavie en juin 1991 place au premier plan l'avenir de cette république elle-même. Le SDS réclame alors soit son maintien dans une Yougoslavie réduite, soit sa territorialisation sur une base ethnique. Le SDA, au contraire, affirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de la

république. Lorsque, le 15 octobre 1991, après plusieurs mois de paralysie, le Parlement bosniaque adopte une « déclaration de souveraineté » proposée par le SDA et soutenue par le HDZ et les partis « citoyens », le SDS exige « la réalisation du droit à l'autodétermination – y compris la sécession – [...] et l'organisation de plébiscites pour les nations constitutives de la Bosnie-Herzégovine, Serbes, Croates et Musulmans »².

A la même époque, le SDS met à exécution ses menaces de démantèlement de la Bosnie-Herzégovine. Entre septembre et novembre 1991, six *Srpske autonomne oblasti* (« régions autonomes serbes » – SAO) sont proclamées sur le territoire bosniaque, sur le modèle de celles créées dès décembre 1990 en Croatie. Dans ces « régions autonomes » autoproclamées, le SDS s'empare des postes de responsabilités économiques, politiques et militaires (police et Défense territoriale³), et commence à exercer contre les populations non-serbes une politique de discrimination et de terreur. Le 26 octobre 1991 est constitué un

[p. 55]

« parlement de la nation serbe en Bosnie-Herzégovine », composé des députés du SDS, ainsi que de quelques députés serbes issus des partis « citoyens ». Ce « parlement » auto-proclamé présidé par Momčilo Krajišnik organise le 10 novembre un plébiscite des Serbes de Bosnie-Herzégovine. Le 21 décembre, au lendemain de la demande officielle de reconnaissance adressée par la Bosnie-Herzégovine à la Communauté européenne et de la constitution d'une « république serbe de Krajina » par les « régions autonomes serbes » de Croatie, ce même « parlement » annonce la création prochaine d'une « république serbe de Bosnie-Herzégovine » rattachée à la Yougoslavie.

SDA ET HDZ, L'INDEPENDANCE AU PRIX DE LA PAIX

Si le SDS mène à son terme la logique du démantèlement communautariste de la Bosnie-Herzégovine, les deux autres partis nationalistes apparaissent plus hésitants. Le HDZ se prononce pour l'indépendance de cette république, mais constitue en novembre 1991 deux « régions autonomes » croates d'« Herceg-Bosna » (Herzégovine occidentale et Bosnie centrale) et de Posavina (nord de la Bosnie). Cette ambiguïté du HDZ, son glissement vers une position intermédiaire auparavant occupée par le SDA, apparaissent au grand jour après le remplacement de Stjepan Kljujić par Mate Boban le 5 février 1992. Le HDZ demande peu après une reformulation du référendum d'autodétermination exigé par la Commission d'arbitrage de la Communauté européenne que préside Robert Badinter, et prévu pour les 29 février et 1er mars 1992. La question

[p. 56]

référendaire reformulée par le HDZ évoque des nations « constitutives et souveraines » organisées « dans leurs espaces [cantons] nationaux »⁴.

Cette modification, refusée par le SDA, est finalement abandonnée par le HDZ sous la pression de l'Eglise catholique. Son attitude montre cependant que le résultat du référendum des 29 février et 1^{er} mars (63,7 % des électeurs inscrits et 98,9 % des suffrages en faveur de l'indépendance, le SDS ayant boycotté le scrutin) est moins la manifestation d'une citoyenneté bosniaque triomphante que le résultat d'une double mobilisation communautaire. Les

barricades serbes apparues au soir du 1er mars autour de Sarajevo annoncent quant à elles le passage du SDS à une contre-mobilisation non plus politique, mais militaire.

L'ambiguïté du SDA, enfin, est d'une autre nature. Dès février 1991, A. Izetbegović déclare devant le Parlement bosniaque : « Pour la Bosnie souveraine, je sacrifierais la paix, pour la paix en Bosnie, je ne sacrifierais pas la Bosnie souveraine »⁵. Se prononçant avec toujours plus d'insistance pour un « Etat démocratique souverain des citoyens et des nations égales en droit de la Bosnie-Herzégovine »⁶, le SDA se targue de défendre une Bosnie-Herzégovine « citoyenne ». Il soutient pourtant la logique de territorialisation menée hors de Bosnie-Herzégovine par sa branche du Sandžak, région à majorité musulmane de la Serbie et du Monténégro. Le SDA, en effet, y proclame un *Muslimansko nacionalno vijeće Sandžaka* (Conseil national musulman du Sandžak) le 11 mai 1991, puis organise un référendum d'autodétermination le 25 octobre de la même année. En Bosnie-Herzégovine même, la volonté du SDA de capter à son profit le discours citoyen ne l'empêche pas de participer pleinement au démantèlement communautariste de l'appareil d'Etat et de la société bosniaques.

Enfin, la Communauté européenne, alors en charge de la crise bosniaque, affiche ses propres incohérences. D'un côté, sa Commission d'arbitrage pose comme seule condition à la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine la tenue d'un référendum d'auto-détermination, quand la crispation des communautés réduit celui-ci à la confrontation de plusieurs unanimismes,

[p. 57]

faisant là preuve d'une interprétation contestable de son système institutionnel et d'une ignorance crasse de sa réalité pluricommunautaire. De l'autre, le médiateur européen lord Peter Carrington organise une conférence séparée sur la Bosnie-Herzégovine, à laquelle ne sont conviés que les trois partis nationalistes, et dont le président, Jose Cutilheiro, reprend l'idée de « cantons ethniques » dans un premier plan de paix. Ignorant sa réalité pluricommunautaire ou la réduisant à des partis nationalistes et à des territoires ethniques, la Communauté européenne contribue ainsi à priver la société bosniaque des maigres espaces de négociation qu'il lui reste, et à la faire basculer dans la guerre.

UNE GUERRE CONTRE LA SOCIETE

Le démantèlement communautariste de la société bosniaque, s'il renforce les clientélismes et les rivalités communautaires, suscite aussi de fortes résistances en son sein. Plus que des partis « citoyens » courtisés par le SDA, les médias, les organisations syndicales, les mouvements étudiants et pacifistes s'opposent à l'envahissement progressif de la vie économique, sociale et culturelle par les partis nationalistes. Mais ces derniers restent unanimes pour condamner et étouffer toute manifestation d'une société civile naissante, en dépit des conflits qui les opposent et qui aboutissent en avril 1992 à une guerre ouverte et sanglante.

Cette confrontation entre une société civile naissante et des partis nationalistes coalisés atteint d'ailleurs son paroxysme les 5 et 6 avril 1992, alors même que les premiers combats commencent dans les faubourgs de Sarajevo. Le 5 avril, à l'appel des mouvements pacifistes,

des organisations syndicales et de la télévision, entre 60 000 et 100 000 manifestants se rassemblent devant le Parlement bosniaque, conspuent les partis nationalistes au pouvoir et demandent la tenue d'élections anticipées. Envahissant le premier étage du Parlement, les manifestants y installent un Comité de salut national. Condamnée dans des termes presque identiques par le SDS et le SDA, isolée par les barrages des milices serbes et musulmanes qui

[p. 58]

empêchent l'arrivée des convois de mineurs et de métallurgistes partis de Tuzla, Zenica ou Vareš, lâchée par les partis « citoyens », cette manifestation est dispersée dans l'après-midi du 6 avril par les *snipers* du SDS installés sur le toit de l'*Holiday Inn*⁷. Le 9 avril, le Comité de salut national annonce sa dissolution.

Dans un ultime sursaut, la société civile bosniaque naissante a tenté d'évincer le communautarisme de la sphère politique. Un moment déstabilisés, les partis nationalistes se vengent en faisant entrer la guerre dans la vie quotidienne. Cette guerre se double en effet d'un projet de destruction du tissu social bosniaque, à travers le déplacement forcé des populations, qualifié dans l'espace yougoslave de « nettoyage ethnique ». Pratiqué systématiquement par l'armée serbe et le HVO d'Herzégovine occidentale, plus occasionnellement par l'armée bosniaque, celui-ci ne vise pas seulement à entériner la conquête d'un territoire en en assurant l'homogénéité ethnique. Bien que souvent initié par des milices venues de l'extérieur, il recherche la participation des populations locales, et vise de cette façon à détruire tout ce qui, dans la société bosniaque, constitue un obstacle ou un contrepoids à des logiques communautaristes et nationalistes exacerbées [*voir le troisième chapitre*]. Cela explique que le nettoyage ethnique soit parfois exercé au détriment de sa propre communauté (exode des populations civiles provoqué par les armées censées les défendre), et que les populations urbaines identifient préservation de la multi-ethnicité des villes et résistance à la terreur des milices politico-mafieuses.

UNE GUERRE POUR LES TERRITOIRES

Les événements des 5 et 6 avril 1992 mettent en relief les causes et les dimensions intérieures de la guerre en Bosnie-Herzégovine, guerre civile justement parce que guerre contre les populations civiles, contre la société civile. Ce terme de « guerre civile » ne doit évidemment pas masquer les causes et les dimensions extérieures de cette guerre, sa dimension de guerre d'agression et de conquête territoriale. Il permet de mieux les situer dans la complexité du conflit bosniaque, car cette intervention

[p. 59]

d'acteurs extérieurs ne peut être comprise indépendamment des logiques et des jeux communautaires propres à la Bosnie-Herzégovine.

Dès 1990, Franjo Tudjman, nouveau Président de la Croatie, évoque un nouveau partage territorial de la Bosnie-Herzégovine comme solution aux rivalités serbo-croates. Ce partage territorial est apparemment discuté lors d'une rencontre secrète entre le président serbe S. Milošević et F. Tudjman le 25 mars 1991, puis proposé à A. Izetbegović lors de deux rencontres les 12 et 19 juin. Cela ne signifie cependant pas que la Serbie ou la Croatie aient

eu, à l'égard de la Bosnie-Herzégovine, des stratégies immuables ou dénuées d'ambiguïté. En août 1991, la Serbie patronne ainsi un éphémère « accord historique serbo-musulman » conclu entre le SDS et l'Organisation musulmane bosniaque (MBO) de Adil Zulfikarpašić, garantissant l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine en échange de son maintien dans une Yougoslavie réduite. Le 18 mai 1992,

[p. 60]

la Croatie et la Bosnie-Herzégovine signent à Zagreb un accord de coopération politique et militaire. Deux semaines auparavant, lors d'une rencontre secrète à Graz, M. Boban et R. Karadžić jetaient les bases d'un compromis territorial serbo-croate en Bosnie-Herzégovine...

Sur le plan militaire, l'armée yougoslave a apparemment préparé, dès 1991, un plan d'occupation militaire de la Bosnie-Herzégovine, connu sous le nom de plan RAM⁸. Cette armée reste pourtant divisée entre un courant grand-serbe, soutenant ouvertement le SDS et ses milices, et un courant titiste, tenté de considérer la Bosnie-Herzégovine comme ultime refuge en cas de confrontation avec S. Milošević. Les rencontres d'A. Izetbegović avec le chef d'Etat-major de l'armée yougoslave Željko Kadijević en décembre 1991, puis avec le commandant de la région militaire de Sarajevo Milutin Kukanjac en janvier 1992, indiquent qu'il a lui-même cherché à s'appuyer sur ce dernier courant. Du reste, le plan RAM, s'il prévoit la mise en scène d'incidents interethniques et l'occupation des points stratégiques par l'armée yougoslave, s'appuie avant tout sur les milices du SDS, recrutées dans la population serbe de Bosnie-Herzégovine. Quant aux formations paramilitaires des autres partis nationalistes, telles que la *Patriotska liga* (Ligue patriotique) créée par le SDA en mars 1991, elles sont la plupart du temps encadrées par des officiers croates ou musulmans... déserteurs de l'armée yougoslave [voir le quatrième chapitre].

L'ETAT BOSNIAQUE ENTRE RECONNAISSANCE ET ECLATEMENT

Le 7 avril 1992, au lendemain de la reconnaissance du nouvel Etat bosniaque par la Communauté européenne et les Etats-Unis, la « république serbe de Bosnie-Herzégovine » est proclamée à Pale, village des environs de Sarajevo ; R. Karadžić en est élu président. Le SDS retire alors ses deux représentants de la Présidence collégiale et appelle solennellement ministres, fonctionnaires et policiers serbes à rompre avec l'Etat bosniaque. Le 19 mai, le retrait de l'armée yougoslave, exigé par le Conseil de sécurité de l'ONU, est compensé par la création d'une *Vojska Republike Srpske* – VRS (Armée de la république serbe) rassemblant les

[p. 61]

unités de l'armée yougoslave, la Défense territoriale des « régions autonomes » serbes et une multitude de milices locales. Assistée par les milices de Željko Arnatović dit *Arkan* et de Vojislav Šešelj, venues de Serbie, cette armée serbe contrôle déjà plus de 60 % du territoire bosniaque et tient sous son feu les voies de communication et les villes de la Bosnie-Herzégovine, à commencer par Sarajevo. Le 30 mai, trois jours après qu'un obus ait tué 16 personnes dans la capitale bosniaque, et alors que le retrait de l'armée yougoslave est loin d'être effectif, le Conseil de sécurité de l'ONU vote des sanctions économiques contre la nouvelle « République fédérale de Yougoslavie » proclamée par la Serbie et le Monténégro.

Le 28 juin, alors qu'une intervention militaire extérieure semble possible, le président français François Mitterrand se rend à Sarajevo et annonce la réouverture de l'aéroport à des fins humanitaires, sous le contrôle des « casques bleus » de l'ONU. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'ONU officialise cette décision, étendant ainsi le mandat de la Force de protection des Nations-Unies (FORPRONU) à la Bosnie-Herzégovine.

Le 8 avril, la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine décrète la mobilisation de la Défense territoriale républicaine, et donne une semaine aux multiples milices apparues sur le territoire bosniaque pour s'y intégrer. Le même jour, un *Hrvatsko vijeće obrane* (Conseil de défense croate – HVO) est constitué puis, le 3 juillet, une « Communauté croate d'Herceg-Bosna » regroupant tous les territoires contrôlés par le HVO. Le 5 juillet, renonçant à regrouper Défense territoriale et HVO sous un commandement unique, la Présidence collégiale annonce la constitution de l'*Armija Republike Bosne i Hercegovine* (Armée de la République de Bosnie-Herzégovine – ARBiH) comme seule force armée du jeune Etat bosniaque.

Encore faut-il savoir ce que représente exactement cet Etat bosniaque. Son autorité, rejetée par la « république serbe » et reconnue de façon purement formelle par l'« Herceg-Bosna » croate, ne s'exerce en fait que sur 10 % à 15 % du territoire bosniaque. Si la situation militaire explique en grande partie cet état de fait, la politique du SDA n'y est pas étrangère. Celui-ci refuse obstinément, au cours des premières semaines

[p. 62]

décisives de la guerre, de créer un gouvernement d'union nationale ou de transférer son siège à Tuzla, municipalité contrôlée par les partis « citoyens ». Le 31 mai seulement, le SDA accepte les conditions posées par ces mêmes partis, en particulier l'abandon par A. Izetbegović de la présidence du SDA et la constitution d'un nouveau gouvernement.

L'entrée tardive des partis « citoyens » dans la Présidence collégiale (Mirko Pejanović et Nenad Kecmanović, remplacé peu après par Ljuljeta Ljuić-Mijatović) et dans un gouvernement remanié cache mal la perpétuation de pratiques communautaristes. Au niveau institutionnel, le HDZ accepte la mainmise de l'entourage d'A. Izetbegović sur la Présidence collégiale et le gouvernement. En échange, le SDA tolère celle du HVO sur l'Herzégovine et la Bosnie centrale. Ce partage du pouvoir entre SDA et HDZ empêchera pendant de longs mois tout rétablissement effectif de l'Etat en Bosnie-Herzégovine.

AFFRONTEMENTS CROATO-MUSULMANS

Cette coalition renouvelée entre deux partis nationalistes révèle sa fragilité et son absurdité au fur et à mesure que, localement, les relations entre l'armée bosniaque et le HVO s'enveniment. Dès le mois de mai 1992, la prise de contrôle de certains dépôts ou usines d'armement donnent lieu à de violents affrontements. Surtout, à partir de septembre 1992, les incidents entre l'armée bosniaque et le HVO se multiplient en Bosnie centrale. Dans les territoires qu'il contrôle, particulièrement en Herzégovine occidentale et à Mostar, le HVO exerce contre la population musulmane une politique toujours plus discriminatoire et terroriste.

En novembre 1992 encore, A. Izetbegović condamne la constitution à Mostar d'un *Vijeće Muslimana Hercegovine* (Conseil des Musulmans d'Herzégovine) opposé au HDZ, entérine la constitution d'un nouveau gouvernement présidé par Mile Akmadžić (HDZ) et le remplacement – inconstitutionnel – de Stjepan Kljujić par Miro Lazić (HDZ) à la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine. Les représentants du HDZ, il est vrai, acceptent peu après la reconduction – constitutionnellement

[p. 63]

douteuse – de A. Izetbegović au poste de Président de cette même instance.

L'illusion d'une alliance entre les deux partis SDA et HDZ, et entre l'armée bosniaque et le HVO, autour de la défense de l'intégrité territoriale bosniaque se dissipe pourtant rapidement. Le compromis territorial ébauché le 6 mai 1992 à Graz par R. Karadžić et M. Boban se traduit, dès les mois suivants, par des pratiques locales de coopération économique et militaire entre l'armée serbe et le HVO. Consécutivement à la reprise du principe de territorialisation dans un nouveau plan des médiateurs de l'ONU (Cyrus Vance) et de la Communauté européenne (David Owen), le HVO intime à l'armée bosniaque de se retirer des territoires définis par le plan Vance-Owen comme provinces croates. Latent depuis septembre 1992, les affrontements entre l'armée bosniaque et le HVO éclatent au printemps 1993 et se soldent bientôt par l'écrasement du HVO à Zenica et à Travnik et par l'encerclement de l'armée bosniaque dans la partie orientale de Mostar. Les enclaves croates de Bosnie centrale (Žepče, Vareš, Vitez et Kiseljak) ne résisteront que grâce à un soutien toujours plus ouvert de l'armée serbe.

LES DIMENSIONS LOCALES ET REGIONALES DU CONFLIT

Ce retournement d'alliance, toutefois, est également fonction de considérations militaires et économiques locales. Alors que le HVO de Žepče coopère ouvertement avec l'armée serbe, ceux de Tešanj et de Posavina, à quelques dizaines de kilomètres plus au nord, s'intègrent à l'armée bosniaque. L'armée serbe, qui loue blindés et armes lourdes au HVO de Vareš et de Kiseljak, loue à Mostar son artillerie à l'armée bosniaque assiégée. Ce caractère toujours plus local et mafieux des configurations militaires, le morcellement des territoires sous contrôle bosniaque et croate en une multitude d'enclaves séparées les unes des autres contribue alors à l'épuisement des populations civiles comme des combattants, et conduit à la désagrégation sociale et politique progressive des communautés elles-mêmes [voir le cinquième chapitre].

[p. 64]

Pour comprendre ce phénomène à première vue surprenant, il faut rappeler les rivalités qui traversent chacune des communautés nationales en Bosnie-Herzégovine. Les plus enracinées d'entre elles sont, sans aucun doute, d'ordre régional. A l'intérieur de chaque parti nationaliste existent de véritables *lobbies* régionaux, aux intérêts souvent divergents. A ceux, multiples, présents dans le SDA (Sarajevo, Bosnie centrale, Herzégovine, Cazinska Krajina – autour de Bihać – et Sandžak) correspondent au sein du SDS ceux de Krajina bosniaque, représenté par les dirigeants du SDS de Banja Luka, d'Herzégovine orientale, mené par Božidar Vučurević, et de Bosnie orientale, étroitement tenu par R. Karadžić lui-même. Quant au HDZ, il est surtout marqué par l'affrontement de deux *lobbies*, celui de Bosnie centrale représenté par S.

Ključić et celui d'Herzégovine occidentale mené par M. Boban, ce dernier finissant par s'imposer en février 1992.

Ces rivalités régionales, momentanément masquées par la guerre, sont en fait attisées par le manque de communication et les disparités de situation qu'elle entraîne. A cela s'ajoute, dans les cas musulman et croate, les répercussions des affrontements croato-musulmans sur les rapports entre partis nationalistes et autorités religieuses. Tant les responsables de l'*Islamska zajednica* (Communauté islamique) que ceux de l'Eglise catholique condamnent ces affrontements et en rendent le SDA et le HDZ responsables. Alors que le SDA parvient, en avril 1993, à évincer le *reis-ul-ulema* Jakub Selimoski et à reprendre le contrôle de l'*Islamska zajednica*, l'Eglise catholique et l'ordre franciscain constituent un soutien important pour les forces politiques croates opposées à M. Boban.

LA CRISE DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE

Si la présentation du plan Vance-Owen peut être considérée comme un facteur ayant attisé un conflit croato-musulman jusqu'alors latent, son remplacement par un nouveau plan des médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg (en remplacement de Cyrus Vance) en juillet 1993 constitue assurément le

[p. 65]

détonateur précipitant la crise politique interne de la communauté musulmane.

La perspective d'une intervention militaire s'éloignant, et l'idée d'un partage de la Bosnie-Herzégovine en trois entités territoriales, avancée par S. Milošević et F. Tudjman, étant reprise par la communauté internationale, une grave crise éclate dans la Présidence collégiale bosniaque. S'y opposent alors partisans d'une poursuite des négociations et partisans de leur rupture, partisans de l'intégrité territoriale d'une Bosnie pluricommunautaire et partisans conditionnels d'un partage territorial, ces deux oppositions ne se recoupant d'ailleurs pas. A la même époque, le pouvoir central est de plus en plus contesté, par les partisans de Fikret Abdić en Cazinska Krajina (région de Bihać) et par une partie des forces « citoyennes » à Sarajevo et à Tuzla. La population musulmane elle-même, épuisée par le bombardement aveugle des villes, l'interruption de l'aide humanitaire et la terreur exercée par certaines unités mafieuses de l'armée bosniaque, démoralisée par la prise du mont Igman par l'armée serbe en août, s'enfonce dans le défaitisme⁹.

A. Izetbegović est alors obligé d'adopter une position intermédiaire, fondée sur la reprise des négociations à Genève et une acceptation conditionnelle du plan Owen-Stoltenberg. Devant le Parlement bosniaque réuni à Sarajevo, il déclare : « Notre devoir ces jours-ci est de sauver de la Bosnie ce qui peut être sauvé. C'est notre devoir ici et aujourd'hui, pour que puisse peut-être, à l'avenir, être sauvée toute la Bosnie-Herzégovine ». Il énumère ensuite les conditions d'une éventuelle acceptation du plan Owen-Stoltenberg (débouchés sur l'Adriatique et la Save, restitution des territoires majoritairement musulmans en 1992, garanties militaires de l'OTAN – Organisation du traité de l'Atlantique nord – et présence de troupes américaines)¹⁰.

Cette position intermédiaire est adoptée par le Parlement bosniaque le 29 août, et confirmée lors d'une nouvelle session un mois plus tard. Elle permet avant tout de repousser l'inévitable confrontation entre un SDA toujours plus tenté par un partage territorial de la Bosnie-Herzégovine et des partis « citoyens » encore attachés à son intégrité territoriale, mais de ce fait peu

[p. 66]

enclins à priver l'Etat bosniaque du peu de réalité et de légitimité qui lui restent. Elle va, en revanche, à l'encontre du désir de paix immédiate alors largement répandu dans la population civile, et sur lequel va tenter de s'appuyer F. Abdić.

SECESSION A BIHAC, MUTINERIE A BANJA LUKA

Dès juillet 1993, F. Abdić appelle publiquement A. Izetbegović à accepter le plan Owen-Stoltenberg car « la poursuite de cette guerre sanglante pourrait conduire notre peuple à sa disparition physique »¹¹, puis l'accuse en septembre de « bellicisme » et demande l'organisation d'un référendum sur le plan Owen-Stoltenberg¹². Ne trouvant pas dans le reste du territoire bosniaque les relais politiques escomptés, F. Abdić proclame le 27 septembre une « province autonome de Bosnie occidentale ». Quelques jours plus tard éclatent en Cazinska Krajina les premiers affrontements armés entre partisans de F. Abdić et membres du 5^e corps de l'armée bosniaque restés fidèles à A. Izetbegović. A ce moment-là, la communauté musulmane est au bord de l'implosion.

Elle n'est cependant pas la seule à connaître des difficultés internes. L'acceptation du plan Owen-Stoltenberg par les « parlements » de la « république serbe » et de l'« Herceg-Bosna » provoque aussi de vives réactions au sein des communautés serbe et croate, en particulier dans les territoires devant être rétrocédés. L'appel aux mythologies nationales devient alors l'instrument d'autorités et de populations locales hostiles à des dirigeants nationalistes battus sur leur propre terrain. Pendant que les autorités de Livno ou de Stolac accusent M. Boban de vouloir installer sur « la sainte terre croate [...] le drapeau [vert] dont la couleur nous brûle les yeux depuis longtemps »¹³, les veuves de guerre serbes de Kupres refusent la rétrocession de « territoires ethniquement serbes depuis des siècles, d'une importance stratégique et d'un potentiel économique exceptionnels, parsemés de fosses communes contenant plus de 10 000 Serbes égorgés par les mains *oustachies* »¹⁴.

Toutefois, les plus graves difficultés internes de la « république serbe » et de l'« Herceg-Bosna » sont liées à la criminalisation de l'économie et à l'épuisement de la population civile et

[p. 67]

des combattants. Le 10 septembre 1993 en particulier, deux brigades de l'armée serbe se soulèvent et prennent le contrôle de Banja Luka. L'état-major des mutins, intitulé « Septembre 93 », dénonce le fait que les combattants serbes soient devenus « des mendiants et des étrangers dans leur propre pays » et procède à l'arrestation des « profiteurs de guerre »¹⁵. Les coulisses et les circonstances exactes de cette mutinerie, s'achevant une semaine plus tard sans résultats significatifs, restent mal connues. Elle coïncide avec la rupture intervenue en

Serbie même entre S. Milošević et le courant ultra-nationaliste de V. Šešelj, et avec les premières tensions perceptibles entre Serbie et « république serbe ». Elle reflète en tout cas une exacerbation de l'hostilité des Serbes de Krajina bosniaque envers ceux de Bosnie orientale, des Serbes urbains de Banja Luka envers Pale.

La simultanée de la mutinerie de « Septembre 93 » à Banja Luka et de la proclamation de la « province autonome de Bosnie occidentale », quoique fortuite, souligne la similitude des processus de décomposition à l'oeuvre dans les différentes communautés nationales de Bosnie-Herzégovine. Commentant la sécession de F. Abdić, A. Izetbegović constate: « Les Musulmans sont parvenus à devenir une nation politique et souveraine [*državotvoran*] et je pense qu'il s'agit d'une tentative de nous faire revenir cinquante ans en arrière, que nous nous divisons de nouveau en plusieurs tribus, et il existera alors une tribu de Krajina, puis une tribu de Tuzla et, à la fin, une tribu de Sarajevo »¹⁶. Confronté au risque d'un effondrement politique et militaire complet de la communauté musulmane, le SDA doit alors rétablir un Etat qu'il avait lui-même contribué à détruire.

LE RESSAISSEMENT DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE

Le 25 octobre 1993, la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine destitue Franjo Boraš, Miro Lazić et F. Abdić et coopte à leur place Nijaz Duraković, président du SDP ex-communiste, Ivo Komšić, ancien vice-président du SDP puis président du *Hrvatska seljačka stranka* (Parti paysan croate – HSS) de

[p. 68]

Bosnie-Herzégovine depuis sa création en avril 1993, et S. Kljujić. Le même jour, elle mandate Haris Silajdžić (SDA), jusqu'alors ministre des Affaires étrangères, pour constituer un nouveau gouvernement.

Le gouvernement Silajdžić signale le remplacement de la coalition SDA-HDZ par une coalition SDA-partis « citoyens », et un resserrement des liens entre le gouvernement central et les régions à travers la nomination de quatre ministres chargés de la coordination régionale (Tuzla, Zenica, Mostar et Bihać). Parmi les priorités du nouveau gouvernement, H. Silajdžić mentionne « la survie de la population, car la faim et le froid menacent la population sur l'ensemble du territoire libre », « le renforcement de la capacité de défense du pays et particulièrement de l'armée bosniaque », et « la protection des droits de l'homme, le renforcement de la légalité et de la sécurité des biens [...] [car] toute violence, injustice ou illégalité contre les individus [...] suscitent un sentiment d'insécurité générale parmi les citoyens »¹⁷.

Dès le 26 octobre, ce rétablissement de l'Etat est symbolisé à Sarajevo par l'élimination des commandants de milices Mušan Topalović dit *Caco* et Ramiz Delalić dit *Čelo II* qui, protégés jusqu'alors par le SDA et par A. Izetbegović lui-même, rackettaient et terrorisaient la population civile. Le même jour, Sefer Halilović, commandant en chef de l'armée bosniaque et représentant de l'important *lobby* sandjakois en son sein, est placé en résidence surveillée. La reprise en main s'étend alors à tout le territoire sous contrôle bosniaque : plusieurs commandants de corps sont remplacés et de nombreuses unités incontrôlées, telles que la

Zelena legija (Légion verte) et la *Handžar divizija* (Division « poignard ») en Bosnie centrale, réintégrées à l'armée bosniaque.

Pourtant peu suspect de sympathie avec le maréchal Tito, A. Izetbegović déclare vers la même époque à la télévision bosniaque : « Il faut tirer des leçons de tout ce qui était bon dans la dernière guerre. [...] Quand arrivaient les *tchetniks* ou les *oustachis*, la population fuyait car c'étaient des armées qui tuaient les civils ; quand les partisans arrivaient, elle ne fuyait pas. [...] Les partisans étaient brutaux, et très durs envers leurs

[p. 69]

ennemis, mais c'est un fait qu'ils ne tuaient pas les femmes et les enfants, et c'est pour cela qu'ils ont vaincu ».

A. Izetbegović explique aussi comment devrait se dérouler la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine : « Sur le territoire contrôlé par l'armée bosniaque, il faut créer un espace dans lequel les lois règnent, dans lequel la civilisation est préservée et dans laquelle règneront la démocratie et cette règle élémentaire selon laquelle personne sur ce territoire ne peut être pourchassé pour son appartenance confessionnelle ou nationale, pour ses convictions politiques. [...] Alors nous pourrions vaincre, par la force de ce modèle politique, les ténèbres d'un côté et de l'autre, dans lesquelles vivent et vivront encore un temps certaines parties de la Bosnie-Herzégovine [...], et alors sera ouverte la voie de la réintégration de la Bosnie »¹⁸.

LE RETOUR DE L'ETAT-PARTI

Dans les faits, le rétablissement de l'Etat bosniaque s'accompagne d'une mainmise du SDA sur celui-ci, A. Izetbegović trouvant peut-être là encore une source d'inspiration chez le maréchal Tito. Certes, le SDA est minoritaire dans la Présidence collégiale, mais celle-ci a avant tout une fonction de légitimité internationale. Le véritable exécutif est ailleurs : dans un gouvernement Silajdžić largement contrôlé par le SDA, et dont les ministres chargés de la coordination régionale sont tous les dirigeants de ce parti dans les régions concernées.

Cette reprise en main de régions où, parfois, les ex-communistes conservaient un pouvoir important dans l'économie et la police, est également sensible dans l'armée bosniaque. Non content de monopoliser dans cette armée les postes de responsables des questions morales et politiques, le SDA contrôle, suite aux remaniements de novembre 1993, la plupart des commandements de corps. Les 25 et 26 mars 1994, Rasim Delić, commandant en chef de l'armée bosniaque, assiste à la première session de la direction du SDA tenue à Sarajevo depuis avril 1992. A cette occasion, Bakir Alispahić, ministre de l'Intérieur, et Fikret Muslimović, chef de la Sécurité militaire, sont cooptés dans la direction du parti.

[p. 70]

La session du Parlement bosniaque qui, le 29 septembre 1993, réitère son approbation conditionnelle du plan Owen-Stoltenberg, est précédée par celle d'une nouvelle institution politique, le *Bošnjački sabor* (« Assemblée bosniaque »). Celui-ci, composé de différentes structures représentatives de la communauté musulmane (*Islamska zajednica*, Congrès des intellectuels musulmans, Société culturelle musulmane « *Preporod* », etc.), est de ce fait

largement contrôlée par le SDA. Il décide de la renomination des Musulmans en « Bosniaques » (« *Bošnjaci* »), et se prononce pour l'approbation conditionnelle du plan Owen-Stoltenberg. Dans une large mesure, le vote du Parlement bosniaque ne fait qu'entériner celui du *Bošnjački sabor*.

L'existence et le rôle de ce *Bošnjački sabor* montrent que le rétablissement de l'Etat bosniaque ne s'accompagne pas d'une rupture avec le communautarisme, mais bien au contraire d'une réorganisation des communautés par l'Etat. Dans les mois suivants se tiennent à Sarajevo un Conseil national croate (*Hrvatsko nacionalno vijeće*) présidé par Ivo Komšić, puis un Conseil citoyen serbe (*Srpsko građansko vijeće*) présidé par Mirko Pejanović. Ces deux structures, de nature communautariste bien que se réclamant d'une Bosnie-Herzégovine « citoyenne », affirment représenter les populations croate et serbe des territoires sous contrôle bosniaque. Créées par en haut et avec le soutien de l'Etat bosniaque, elles permettent à celui-ci de contester la représentativité des parlements autoproclamés de l'« Herceg-Bosna » et de la « république serbe ».

LA CREATION DE LA FEDERATION CROATO-MUSULMANE

Ce ressaisissement de la communauté musulmane se traduit bientôt par un renversement du rapport de forces dans les affrontements croato-musulmans. En novembre 1993, la prise de Vareš par l'armée bosniaque rétablit la continuité territoriale entre Tuzla et Zenica, et réduit les territoires croates en Bosnie centrale à quelques enclaves isolées et épuisées. L'intervention directe de l'armée croate évite certes à l'« Herceg-Bosna » une défaite militaire totale, mais précipite la crise politique

[p. 71]

interne de la communauté croate. En Croatie même, les partis d'opposition, l'Eglise catholique et certains ténors du HDZ accusent le ministre croate de la défense Gojko Šušak, principal représentant du *lobby* herzégovinien à Zagreb, d'avoir sacrifié les populations croates de Bosnie centrale sur l'autel de l'« Herceg-Bosna ». Sur place, la protection des civils croates doit être prise en charge par l'Eglise catholique ou les représentants croates à la Présidence collégiale bosniaque.

Parallèlement, la Croatie est à son tour menacée de sanctions économiques par le Conseil de sécurité de l'ONU. C'est alors que, en quelques semaines, les événements se précipitent : le 8 février, M. Boban est remplacé par Krešimir Zubak à la tête de l'« Herceg-Bosna ». Le 10, suite à un bombardement meurtrier, l'OTAN

[p. 72]

menace l'armée serbe de frappes aériennes si elle ne retire pas ses armes lourdes autour de Sarajevo, chose faite à l'expiration de l'ultimatum le 21. Le 1er mars enfin, H. Silajdžić et Mate Granić, ministre croate des Affaires étrangères, signent à Washington des accords mettant fin aux affrontements croato-musulmans et instaurant une Fédération croato-musulmane, elle-même confédérée à la Croatie.

Pour échapper à son propre effondrement, la communauté croate accepte ainsi, formellement au moins, de réintégrer le cadre institutionnel bosniaque. C'est donc la crise politique interne des communautés musulmane et croate qui permet, quelques mois plus tard, et sous l'impulsion de la diplomatie américaine, la création de la Fédération croato-musulmane. Premier signe d'une éventuelle recomposition de la Bosnie-Herzégovine, sa mise en place en révèle toutefois les modalités et les limites. Elle se réduit en effet à l'établissement d'une coopération militaire entre des armées restées distinctes et à la mise en place d'un dispositif institutionnel sans cesse plus complexe, mais inefficace. La superposition de plusieurs entités (République de Bosnie-Herzégovine, Fédération croato-musulmane, « république d'« Herceg-Bosna »), la monopolisation ou la paralysie des institutions au niveau local et cantonal montrent que la Fédération croato-musulmane ne contredit pas réellement le processus de constitution d'Etats nationaux sur le territoire bosniaque.

UNE OU DEUX ENTITES ETATIQUES ?

Le HVO est ainsi directement repris en main par l'armée croate, et l'« Herceg-Bosna » intégrée à l'espace économique et monétaire croate. Dans les territoires contrôlés par l'armée bosniaque, les cadres non-musulmans sont progressivement remplacés dans l'administration et dans l'armée, les représentants des partis « citoyens » dans la Présidence collégiale sont à nouveau marginalisés. Le 3 août 1995, le SDA fait adopter par le Parlement bosniaque un amendement constitutionnel

[p. 73]

majeur, bien que passé largement inaperçu à l'étranger : le Président de la Présidence collégiale, jusqu'alors désigné par ses pairs selon un principe de rotation, sera désormais élu par le Parlement, et ce poste réservé de fait à un Musulman.

Dans les cantons mixtes ou les communes touchées par le nettoyage ethnique, SDA et HDZ s'affrontent pour le contrôle des institutions locales et, à travers elles, de certains territoires. Globalement toutefois, ils se reconnaissent un droit de contrôle exclusif sur leurs populations respectives, et se rejoignent pour étouffer toute velléité « citoyenne ». Le HDZ revendique ainsi la création de communes croates autour de Brčko et de Tešanj, voire à Tuzla et à Sarajevo. Mais il soutient le SDA dans son travail de marginalisation de la municipalité « citoyenne » de Tuzla, et se garde bien de demander le rétablissement de celle de Vareš, contrôlée par les partis « citoyens » jusqu'en avril 1992. Le SDA revendique le droit d'organiser les populations musulmanes sur le territoire de l'« Herceg-Bosna », mais n'étend pas cette revendication aux autres partis parlementaires. L'éternelle coalition entre partis nationalistes ressurgit donc, menaçant les derniers refuges de la « citoyenneté » bosniaque et, à terme, la Fédération croato-musulmane elle-même, comme le montrent les attaques croisées du SDA et du HDZ contre le Premier Ministre H. Silajdžić, son principal artisan.

Le processus de destruction de la société bosniaque se poursuit également : la réinstallation de réfugiés victimes du nettoyage ethnique reste marginale, quand le départ des populations serbe et croate hors des territoires sous contrôle bosniaque s'accélère. En mars 1994, les accords de Washington gèlent les lignes de front et n'envisagent pas de rétrocession ou d'échange de territoires. A l'époque, l'enchevêtrement des fronts, le morcellement des routes et la partition des villes (Mostar, mais aussi Prozor, Novi Travnik, Vitez, etc.) apparaissent

comme autant de traces douloureuses et absurdes du déchirement de la société bosniaque. En fait, ils constituent les seuls obstacles sérieux à son démantèlement définitif.

[p. 74]

LA « REPUBLIQUE SERBE » EN CRISE

Parallèlement, la crise politique interne de la communauté serbe, révélée en septembre 1993 par la mutinerie de Banja Luka, s'approfondit. Alors que l'Etat bosniaque arrive tant bien que mal à réorganiser son économie, celles de la « république serbe », de la Serbie et du Monténégro sont asphyxiées de l'extérieur par les sanctions économiques qu'a décrétées le Conseil de sécurité de l'ONU en mai 1992, et minées de l'intérieur par une criminalisation sans borne [voir le *cinquième chapitre*]. En « république serbe », cela se traduit par la désagrégation de l'appareil d'Etat au profit de réseaux informels et mafieux, l'épuisement matériel et moral de l'armée, ainsi que par un inexorable déclin démographique, dû autant à l'expulsion systématique des populations non-serbes qu'aux stratégies individuelles de fuite au sein de la population serbe.

La Serbie, soucieuse d'obtenir une levée rapide des sanctions, condition de son redressement économique et donc du maintien à terme de sa supériorité militaire, presse quant à elle les dirigeants de la « république serbe » à accepter le nouveau plan de paix proposé en juillet 1994 par le « groupe de contact »¹⁹. Un mois plus tard, leur rejet de ce plan conduit la Serbie à décréter à son tour un embargo économique contre la « république serbe ». Bien qu'imparfaitement respecté, cet embargo marque une rupture entre la Serbie et la « république serbe », et ébranle la cohésion politique de cette dernière : les quelques députés issus des partis « citoyens » forment un groupe parlementaire indépendant conduit par Milorad Dodik, député de Banja Luka²⁰, alors que plusieurs partis opposés au SDS se constituent ou se relancent.

Au printemps 1995, les premiers revers militaires serbes en Croatie (effondrement de la Slavonie occidentale) et en Bosnie-Herzégovine (pertes du mont Vlašić et du plateau de Livno) exacerbent les dissensions internes de la communauté serbe. En « république serbe de Krajina » (Croatie), l'affrontement entre le Président Milan Martić et le Premier ministre Borislav Mikelić, proche de S. Milošević, se solde par la mise à l'écart du second. En « république serbe », les dissensions politiques et régionales

[p. 75]

apparues précédemment se doublent d'un affrontement entre l'appareil politique de la « république serbe », tenu par les notables locaux et regroupé autour de R. Karadžić, et sa hiérarchie militaire, composée d'anciens officiers de l'armée yougoslave et commandée par le général Ratko Mladić. En avril, ce dernier intime au « parlement » de la « république serbe » de choisir, pendant qu'il en est encore temps, entre l'instauration de l'« état de guerre » pour faire face aux confrontations militaires à venir, et l'acceptation d'un compromis territorial. Perdus dans leurs rêves de puissance et leurs malversations financières, les députés serbes ne tiennent aucun compte de cet avertissement.

LE TOURNANT DE L'ETE 1995

Comme la période de février et mars 1994, celle qui va de mai à septembre 1995 est marquée par une accélération brutale des événements. La prise en otages de trois cent casques bleus de la FORPRONU en mai, en rétorsion à des frappes aériennes de l'OTAN, et l'écrasement des enclaves musulmanes de Srebrenica et Žepa en juillet semblent indiquer une impunité et une supériorité persistantes de l'armée serbe. Mais, en scellant l'échec de la mission de la FORPRONU, ces actions entraînent surtout une réorientation de l'action internationale. Le 15 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve la création d'une Force de réaction rapide plus offensive. Le 21 juillet, le « groupe de contact » réuni à Londres approuve un plan de frappes aériennes massives confié à l'OTAN. Parallèlement, l'armée croate, l'armée bosniaque et le HVO renforcent leur coopération militaire (accord de Split, 22 juillet).

Quand, fin juillet, les armées de la « république serbe » et de la « république serbe de Krajina », appuyées par les forces de F. Abdić, tentent d'écraser l'enclave musulmane de Bihać, une offensive de l'armée croate balaye en quelques jours la « république serbe de Krajina » et la « province autonome de Bosnie occidentale », désenclavant Bihać après plus de trois ans de siège. Un mois plus tard, le 28 août, un nouveau bombardement

[p. 76]

meurtrier de Sarajevo entraîne le déclenchement de l'opération *Deliberate Force* (frappes aériennes de l'OTAN et bombardements d'artillerie de la Force de réaction rapide contre les infrastructures militaires serbes), que les armées bosniaque et croate mettent à profit pour enfoncer, en Bosnie occidentale et centrale, des lignes de front restées pratiquement inchangées depuis l'automne 1992 et reprendre en quelques semaines 15 % à 20 % du territoire bosniaque. Le 5 octobre, un cessez-le-feu reconductible de deux mois gèle les nouvelles lignes de front.

Ce retournement de la situation militaire, d'une rapidité qui a pu paraître surprenante, précipite la crise politique interne de la « république serbe ». Dès le mois d'août, le conflit entre l'appareil politique et la hiérarchie militaire éclate au grand jour, avec le limogeage par R. Karadžić de R. Mladić et le refus de celui-ci, fort du soutien du corps des officiers, d'abandonner son poste de commandant en chef. En octobre, alors que Banja Luka est submergée de réfugiés, un « Front patriotique » (*Patriotski front*), soutenu par l'armée et regroupant plusieurs partis d'opposition et associations d'anciens combattants, demande à son tour la destitution de R. Karadžić. Celui-ci se replie sur la région de Sarajevo, où il parvient à reprendre le contrôle de l'armée, alors que Banja Luka et sa région lui échappent, et que l'Herzégovine orientale proclame son autonomie : à son tour, la « république serbe » est menacée d'implosion.

RETOURNEMENTS ET CONTINUITES

Le retournement militaire de l'été 1995 va de pair avec un retournement diplomatique. En juillet, un médiateur américain, Richard Holbrooke, se substitue aux médiateurs de l'Union européenne et de l'ONU et avance un nouveau plan de paix. Fin août, l'approbation des principes de ce plan par la « république serbe », et le blanc-seing donné à S. Milošević pour la

représenter ouvrent une période d'intenses négociations. Dès septembre, les accords de Genève et de New-York jettent les bases d'un compromis institutionnel et territorial en Bosnie-Herzégovine. Du 1er au 21 novembre, de laborieuses négociations s'engagent à Dayton (Etats-Unis) et aboutissent à plusieurs

[p. 77]

accords censés régler les différents conflits nés de la crise yougoslave, à commencer par le conflit bosniaque. Le 22 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la levée progressive de l'embargo sur les armes à destination des Etats issus de la fédération yougoslave, et la suspension *sine die* des sanctions économiques contre la Serbie et le Monténégro. Une nouvelle force internationale, l'IFOR (*Implementation Force*, « Force d'application ») est créée, avec la participation des Etats-Unis. Remplaçant la FORPRONU et comptant 6 000 hommes, elle est chargée de la mise en œuvre des accords de Dayton.

Reste alors à apprécier l'ampleur et la nature exactes de ces retournements. Entre 1992 et 1995 en effet, les offensives militaires ont moins influencé le conflit par leurs résultats sur le terrain que par les crises et les recompositions politiques qu'elles ont provoquées. De même, l'effondrement territorial des « républiques serbes » traduit un épuisement militaire indéniable, mais a sans doute été amplifié, voire mis en scène par les armées serbes elles-mêmes²¹. L'intervention de l'armée yougoslave aurait probablement rétabli le rapport de forces en leur faveur, et l'offensive croate en Krajina n'a du reste été déclenchée qu'après que la Serbie ait fait savoir qu'elle n'y réagirait pas militairement. L'évolution des configurations politiques du conflit, entre communautés et au sein des communautés, reste donc plus importante que celle des seuls rapports de forces militaires.

Or, les offensives de l'été 1995 ont amené des recompositions politiques qui, pour être passées largement inaperçues, n'en sont pas moins lourdes de signification pour l'avenir. La disparition de la « république serbe de Krajina » lève le principal obstacle à un rapprochement entre la Serbie et la Croatie, quand le contrôle des territoires repris par les armées croate et bosniaque devient un facteur de tensions supplémentaire au sein de la Fédération croato-musulmane. La décomposition de la « république serbe » favorise quant à elle sa reprise en main directe par la Serbie, et s'inscrit de ce point de vue dans une continuité parfaite avec les dynamiques internes du conflit bosniaque.

[p. 78]

LES ACCORDS DE DAYTON, QUEL AVENIR POUR LA BOSNIE ?

De même, sur le plan international, le plan du médiateur américain R. Holbrooke a, en fait, repris l'essentiel des dispositions du plan du « groupe de contact », à savoir un partage territorial entre Fédération croato-musulmane (51 %) et « république serbe » (49 %), et l'établissement de liens confédéraux entre ces deux entités et la Croatie d'une part, la Serbie d'autre part. La création d'un cadre institutionnel commun à la Fédération croato-musulmane et à la « république serbe » ne fait qu'ajouter un étage supplémentaire à cette superposition de souverainetés concurrentes qu'est devenue la Bosnie-Herzégovine. Autant dire que les accords de Dayton seront difficiles à appliquer et risquent de conduire à la constitution d'entités

étatiques homogènes et séparées, comme l'a montré le précédent des accords de Washington avec la Fédération croato-musulmane.

Enfin, les mouvements de population serbe provoqués par l'offensive des armées croate et bosniaque, les politiques de terre brûlée ou d'installation d'autres populations déplacées dans les territoires repris s'inscrivent dans cette logique de démantèlement et de destruction de la société qui, depuis son origine, a animé et dominé le conflit bosniaque. Les accords de Dayton, approuvés par les belligérants le 21 novembre et signés à Paris le 14 décembre 1995, envisagent la disparition à terme de l'« Herceg-Bosna » et la réunification progressive des parties croate et musulmane de Mostar. Mais ils ont établi la « république serbe » comme entité politique reconnue et imposé la restitution immédiate des quartiers serbes de Sarajevo aux autorités bosniaques, au risque d'un départ massif de la population serbe de cette ville. Si ces accords représentent une étape importante dans le conflit bosniaque, ils ne garantissent donc ni l'arrêt durable des hostilités, ni l'apparition d'une configuration politique stable en Bosnie-Herzégovine, et semblent devoir conduire plus sûrement au démantèlement définitif de la société bosniaque qu'à sa recombinaison progressive.

[p. 79]

NOTES

¹ La république de Macédoine représente un cas particulier : les partis nationalistes macédoniens (anticommunistes) obtiennent plus de voix que les partis non nationalistes (néo-communistes), mais ces derniers se maintiennent au pouvoir grâce à une coalition avec le principal parti nationaliste albanais.

² *Oslobodjenje*, principal quotidien bosniaque, 15 octobre 1991.

³ A partir de 1969, le système yougoslave de « défense populaire généralisée » comprend l'Armée populaire yougoslave et des défenses territoriales républicaines, organisées au niveau des municipalités et des grandes entreprises et chargées de mener des actions de partisans en cas d'agression extérieure. En 1990, la Présidence collégiale yougoslave ordonne aux défenses territoriales de remettre leurs armes à l'Armée populaire yougoslave ; les républiques de Serbie et de Slovénie refusent d'appliquer cet ordre. Voir René LUKIC, « La dissuasion populaire yougoslave », *Cahiers d'études stratégiques*, n° 5, 1984.

⁴ *Borba*, quotidien serbe d'opposition, 10 février 1992.

⁵ *Oslobodjenje*, principal quotidien bosniaque, 28 février 1991.

⁶ Déclaration de souveraineté de la Bosnie-Herzégovine proposée par le SDA, reproduite dans *Oslobodjenje*, 12 octobre 1991.

⁷ Selon Željko Vuković, correspondant à Sarajevo du quotidien *Borba*, des *snipers* du SDA auraient également tiré sur la foule des manifestants. Voir Ž. VUKOVIĆ, *L'assassinat de Sarajevo*, Paris, Calman-Levy, 1995.

⁸ Voir le feuilleton publié dans *Oslobodjenje* en octobre 1991.

⁹ Selon le journaliste Ejub Šitkovic du quotidien *Borba*, généralement bien informé, des manifestations pacifistes auraient eu lieu à Tuzla et à Zenica en septembre 1993. Voir E. ŠITKOVAC, « Opstanak, daleko od Sarajeva », *Borba*, 1^{er} novembre 1993.

¹⁰ Discours reproduit dans *Ljiljan*, hebdomadaire proche du SDA, 1^{er} septembre 1993.

¹¹ Lettre ouverte reproduite dans *Oslobodjenje* – édition européenne, 30 juillet 1993.

¹² Lettre ouverte reproduite dans *Borba*, 6 septembre 1993.

¹³ *Borba*, 8 septembre 1993.

¹⁴ *Borba*, 3 septembre 1993.

¹⁵ Communiqué reproduit dans *Borba*, 11 septembre 1993.

¹⁶ *Oslobodjenje* – édition européenne, 8 octobre 1993.

¹⁷ Discours d'investiture reproduit dans *Oslobodjenje* – édition européenne, 5 novembre 1993.

¹⁸ Discours reproduit dans *Oslobodjenje* – édition européenne, 26 novembre 1993.

¹⁹ Constitué en avril 1994, le « groupe de contact » regroupe les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

²⁰ En novembre 1990, M. Dodik avait été élu sur la liste de l'Alliance des forces réformistes de Yougoslavie (*Savez reformskih snaga Jugoslavije*), animée en Bosnie-Herzégovine par Nenad Kecmanović, candidat serbe à la Présidence collégiale, et Selim Bešliagić, maire musulman de Tuzla.

²¹ Faute de certitudes, il reste possible de constater qu'en septembre, les forces serbes ont tenu des points stratégiques et difficiles à défendre (Doboj, Brčko) quand elles reculaient ailleurs, que la « république serbe » a été ainsi ramenée à 50 % environ du territoire bosniaque, et que les territoires perdus ne représentent qu'un intérêt limité dans la perspective d'un partage territorial de la Bosnie-Herzégovine.